

Unité départementale de l'Isère

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



ERARD INDUSTRIE

ZI de Chavanoz
4 route de la Plaine
38230 CHAVANOZ

Références : 20220322-RAP-Is020T1_Suites-Insp_ERARD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement ERARD INDUSTRIE implanté ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 CHAVANOZ. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection a été réalisée sur le site de la société ERARD Industrie à Chavanoz le 22/03/2022 dans le cadre de l'action régionale "prévention du risque incendie" menée par l'inspection des installations classées sur l'ensemble de la région Auvergne Rhône-Alpes en mars 2022. A cette occasion, un contrôle des suites données à l'inspection du 19/12/2019 a également été effectuée. Cette inspection a fait l'objet de deux rapports: un rapport relatif à l'opération coup de poing "prévention du risque incendie" et un rapport relatif aux suites de l'inspection précédente. Le présent rapport rend compte du contrôle des suites données à l'inspection du 19/12/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERARD INDUSTRIE
- ZI de Chavanoz 4 route de la Plaine 38230 CHAVANOZ
- Code AIOT dans GUN : 0006102866
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ERARD Industrie est spécialisée dans la fabrication de mobilier TV, d'accessoires d'antennes et de supports muraux pour téléviseurs et rétroprojecteurs. Si à sa création en 1961 par M.ERARD, la matière première utilisée était le bois, seul le métal est aujourd'hui utilisé. Le groupe ERARD compte 120 personnes. Sur le site de Chavanoz se trouve ERARD Industrie et

ERARD PRO qui comptent près de 100 personnes. ERARD Industrie emploie entre 60 et 65 personnes.

L'établissement relève de la directive IED du fait d'un volume de bains de traitement de surface de 102,5 m³. Les traitements réalisés sont principalement des dégraissages lessiviels avant application de peinture poudre et des opérations de zingage.

Le site fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n°2009-08152 du 29 septembre 2009 qui régit son fonctionnement ;
- d'un arrêté préfectoral n°2015051-0035 du 20 février 2015 portant rectification de l'arrêté n°2014337-0025 du 3 décembre 2014 qui fixe les garanties financières du site et actualise le tableau des activités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Suites Inspection 19/12/2019 - rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 3.2.3.1	/	Lettre de suite préfectorale
Suites Inspection 19/12/2019 - analyse sédiments	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.4.3	/	Lettre de suite préfectorale
Propreté des espaces verts à l'arrière du site	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Clôture endommagée	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites inspection 19/12/2019 - déclencheur d'alarme point bas rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.4.3.3	/	Sans objet
Suites Inspection du 19/12/2019 - Etat des lieux des cuves	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.4.4	/	Sans objet
Suites de l'inspection du 19/12/2019 - surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.5	/	Sans objet
Suites de l'inspection du 19/12/2019 - AM RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Suites Inspection 19/12/2019 - situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 1.2.1	/	Sans objet
Suites de l'inspection du 19/12/2019 - suivi STEP	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.3.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné Eau 2021 Non conforme	Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 6 non-conformités et 9 points faisant l'objet d'observations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suites inspection 19/12/2019 - déclencheur d'alarme point bas rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Constats n°17 de l'insp du 19/12/2019: L'article 7.4.3.3 de l'AP du 29 septembre 2009 impose que les capacités de rétention de plus de 1000 litres soient munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celle dédiées au déchargement. L'exploitant a indiqué ne pas disposer de déclencheur d'alarme en point bas des rétentions de plus de 1000 litres. L'exploitant installe des déclencheurs d'alarme en point bas des rétentions concernées.
Constats : L'exploitant indique que la ligne de zingage acide est définitivement arrêtée. L'exploitant a installé un déclencheur d'alarme dans la rétention, commune à toute la ligne de zingage alcalin. L'inspection a pu le constater lors de la visite. Il s'agit d'un flotteur qui en présence de liquide s'horizontalise et ainsi déclenche l'alarme. L'inspection n'a pas vérifié pour quelle hauteur d'eau dans la rétention, cette alarme se déclenche, et si ce flotteur est bien placé au point bas de la rétention.
Observations : n°1: L'exploitant apporte à l'inspection sous 1 mois les éléments permettant de justifier que le dispositif installé a bien un rôle d'alarme en point bas de la rétention (hauteur de déclenchement et/ou précisions sur le positionnement dans la rétention).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites Inspection 19/12/2019 - rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 3.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3.1. Surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

" La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel.

L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs;

- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par le présent arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées annuellement par un organisme extérieur reconnu compétent.

Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon une périodicité au minimum annuelle."

Lors de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté:

"Jusqu'à cette année, l'exploitant n'effectuait pas :

- le contrôle annuel des performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel,

- la mesure annuelle des concentrations dans les effluents atmosphériques,

- l'estimation annuelle des émissions diffuses.

Un premier contrôle annuel des performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel a été réalisé par l'APAVE en 2019, avant l'été. L'exploitant transmettra le rapport à l'inspection. Ce contrôle a mis en évidence une aspiration insuffisante du système de captation. L'exploitant est entrain d'y remédier.

La mesure annuelle des concentrations dans les effluents atmosphériques n'a pas encore été réalisée. Elle est programmée en 2020.

Constats n°7 de l'insp du 19/12/2019:

L'exploitant transmet le rapport de l'APAVE à l'inspection ainsi qu'un document mentionnant les mesures correctives prises pour remédier aux défauts constatés par le bureau de contrôle.

Constats n°8 de l'insp du 19/12/2019:

L'exploitant réalisera la mesure annuelle des concentrations et l'estimation annuelle des émissions diffuses et les transmettra à l'inspection dès que possible. "

Constats : Concernant le contrôle des performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel des rejets atmosphériques :

Il est à noter qu'aucun système de traitement des rejets atmosphériques n'existe sur la ligne de zingage et sur la ligne de peinture.

L'exploitant n'a pas transmis le rapport de l'APAVE de 2019 à l'inspection.

Depuis 2020, l'exploitant procède lui-même au contrôle annuel de bon fonctionnement, transmis lors de l'inspection.

Non-conformité n°1 : Le contrôle des performances effectives des systèmes de captation et d'aspiration n'est pas réalisé annuellement par un organisme extérieur reconnu compétent. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un nouveau contrôle par un organisme extérieur des performances des systèmes de captation et d'aspiration sous 6 mois.

Une fois ce contrôle des performances effectives réalisé, l'exploitant pourra demander à procéder lui-même (sans avoir recours annuellement à un organisme extérieur) au contrôle annuel du bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration en contrôlant les points et paramètres importants issus du contrôle initial. En effet, l'intervention d'un organisme extérieur chaque année, est imposé par l'AP du 29/09/2009, mais pas par l'AM du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Concernant la mesure annuelle des concentrations dans les effluents atmosphériques, elle a été réalisée par le laboratoire ANECO le 2/02/2022 (rapport remis à l'inspection). Les résultats sont conformes.

Non-conformité n°2: Le Laboratoire identifie des non-conformités sur les sections de mesures (nombre d'orifices de prélèvement,...). L'inspection demande à l'exploitant de lever les non-conformités sur les sections de mesures d'ici la prochaine mesure annuelle en 2023.

L'exploitant ne réalise pas l'estimation annuelle des émissions diffuses, malgré la demande faite par l'inspection suite à l'inspection du 19/12/2019.
L'exploitant déclare ne pas savoir ce qu'il faut faire.

Non-conformité n°3: L'exploitant ne réalisant pas une estimation annuelle des émissions diffuses, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer une estimation des émissions diffuses sous 6 mois. L'exploitant doit se faire aider par l'organisme compétent en charge de l'analyse des performances des systèmes de captation et d'aspiration.

L'exploitant doit partir du principe qu'il y a toujours des émissions diffuses et identifier toutes les étapes de son process (remplissage de bacs, entrée/sortie des pièces, maintenance des bacs,...) et tous les moments (période d'arrêt de l'aspiration,...) qui sont à l'origine d'émissions diffuses, et pour chacun d'eux estimer les émissions, afin d'obtenir les émissions diffuses totales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Suites Inspection 19/12/2019 - analyse sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, effets milieux aquatiques
<p>Prescription contrôlée : Art 4.4.3 de l'AP du 29 septembre 2009 : « une analyse des sédiments en amont et en aval du point de rejet sera également réalisée une fois par an. Tous les paramètres de l'article 4.4.1 seront mesurés... »</p> <p>Lors de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté:</p> <p>"L'exploitant fait réaliser ces analyses par Savoie Labo tous les ans depuis 2015 (suite à l'inspection du 3/09/2014). Elles sont recensées sur le planning d'analyses du site. Les rapports d'analyse du 24 mai 2019 correspondants aux prélèvements du 19 avril 2019 ont été consultés par l'inspection. Il apparaît de ces rapports que les paramètres Fe et Zn ne sont pas mesurés, ainsi que les Nonylphénols rajoutés dans les paramètres à surveiller dans le cadre de la surveillance pérenne RSDE. De plus, ces résultats ne sont pas comparés par l'exploitant (comparaison amont/aval et évolution dans le temps).</p> <p>Constats n°4 de l'insp du 19/12/2019: L'exploitant complète les mesures faites par la mesure des paramètres Fe, Zn et Nonylphénols lors des analyses annuelles de sédiments.</p> <p>Constats n°5 de l'insp du 19/12/2019: L'exploitant analyse les résultats des mesures (comparaison amont/aval et évolution dans le temps) et prend les mesures nécessaires dans le cas où une dégradation significative de la qualité des sédiments est observée, tout en informant l'inspection. "</p> <p>Constats : L'exploitant déclare que les paramètres Fe et Zn sont bien analysés chaque année et que les nonylphénols ne sont mesurés que dans les rejets d'eau de la STEP.</p> <p>C'est pour cette raison que l'inspection avait demandé de mesurer les nonylphénols également dans les analyses annuelles de sédiments.</p> <p>Non-conformité n°4: L'inspection demande à l'exploitant que les prochaines analyses de sédiments intègrent les nonylphénols.</p> <p>L'exploitant a établi un tableau et des graphiques de l'ensemble des résultats annuels permettant une comparaison amont/aval et une analyse de l'évolution dans le temps. Cependant, l'inspection constate qu'aucune analyse n'est formalisée.</p> <p>Observations :n°2: L'inspection demande à l'exploitant de formaliser cette analyse après chaque nouvelle mesure annuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Suites Inspection du 19/12/2019 - Etat des lieux des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, réservoirs
Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 3 septembre 2014, il a été constaté que: " certaines cuves principalement de rinçage présentent une vétusté nécessitant un suivi. En effet, la partie extérieure résinée est par endroit détériorée sans à priori et d'après l'exploitant générer un risque de rupture à court terme. Demande n°7 de l'inspection du 3/09/2014: L'exploitant réalisera un état des lieux faisant apparaître pour chaque cuve, son numéro d'identification accompagné d'un échéancier de suivi pouvant prévoir jusqu'à son remplacement en fonction de son état. Ces éléments seront transmis à l'inspection. " Lors de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté: "Le service maintenance est en charge de ce sujet. L'exploitant a fait un état des lieux des cuves, qui l'a conduit à remplacer certaines cuves en priorité : 2 cuves de rinçage remplacées en 2015, une cuve de dégraissage remplacée en 2016, la cuve de décantation de la STEP remplacée en 2018, une cuve à acide changée,... L'exploitant indique prévoir chaque année 10 à 12 k€ au budget pour remplacer des cuves de rinçage. Cependant, l'état des lieux réalisé par l'exploitant n'a pas été formalisé comme cela était demandé par l'inspection. Et, il reste des cuves dont l'état nécessite un suivi. Constats n°6 de l'inspection du 19/12/2019: L'exploitant met en place l'état des lieux demandé lors de l'inspection précédente d'ici 1 mois et le tiendra à la disposition de l'inspection." Constats : L'exploitant a établi un état des lieux des cuves/bains de la ligne de peinture et de la STEP en date du 20 février 2020 et un état des lieux des cuves/bains de la ligne de zingage en date du 6/01/2022. L'exploitant déclare qu'une vérification annuelle est prévue. L'état des lieux des cuves de la ligne de zingage a été balayé lors de la visite du site. L'inspection a constaté que pour certaines cuves où l'état des lieux indiquait "RAS", celles-ci étaient en fait corrodées (cuves 26, 27, 28, 29, 30...).
Observations : n°3 : La vérification annuelle est à faire pour les cuves de la ligne de peinture et de la STEP. La dernière datant du 20 février 2020. n°4 : L'inspection demande à l'exploitant de reprendre l'état des lieux de la ligne de zingage. Par ailleurs pour les cuves présentant des défauts, l'exploitant détaillera les défauts, les travaux à prévoir et dans quel délai.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : Article 4.5.1 "Réseau piézométrique" de l'AP du 29/09/2009: " L'exploitant installera autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins un piézomètre de contrôle en aval hydraulique de l'installation de stockage."</p> <p>Lors de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté:</p> <p>"L'exploitant dispose de 2 piézomètres à côté l'un de l'autre. Seul un des piézomètres fait l'objet de mesure. L'inspection est surprise du nombre de piézomètres puisqu'un réseau piézométrique est en règle général constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont.</p> <p>Les analyses semestrielles sont réalisées par Savoie Labo. Les résultats d'analyse relatifs à un prélèvement du 20 juin 2019 ont été consultés. Tous les paramètres ont été mesurés. Il est à noter cependant que ces résultats d'analyse ne sont pas consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et à la détection d'une éventuelle dégradation de la qualité des eaux.</p> <p>Constats n°9 de l'insp du 19/12/2019: L'exploitant s'interrogera sur le nombre et l'emplacement des piézomètres et sur l'amélioration éventuelle du dispositif.</p> <p>Constats n°10 de l'insp du 19/12/2019: L'exploitant consigne les résultats d'analyse depuis 2013, dans un premier temps, dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et à la détection d'une éventuelle dégradation de la qualité des eaux. L'exploitant prend les mesures nécessaires dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux est observée. L'exploitant transmettra ce tableau commenté à l'inspection. "</p> <p>Constats : L'exploitant indique avoir fait des recherches sur le réseau phréatique de la commune de Chavanoz et n'avoir trouvé aucun élément lui permettant de justifier d'une évolution du système piézométrique déjà en place.</p> <p>Néanmoins, il aurait pu être vérifié l'historique de cette prescription (une étude hydrogéologique a-t-elle déjà été réalisée sur le site,...), et détaillé le fonctionnement de la nappe phréatique...</p> <p>L'ensemble des analyses depuis 2013 ont été consignées dans un tableau récapitulatif avec des courbes de suivi. L'exploitant déclare qu'aucune dégradation significative n'a été identifiée. L'inspection n'a pas consulté la dernière version du tableau mais celle transmise début 2020. L'inspection constate que certains résultats de mesure (Fe en nov 2016 avec 8231 µg/L, Zn en nov 2016 avec 8 µg/L, Phosphore en déc 2019 avec 79 mg/L,...) sont très élevés par rapport aux mesures précédentes et que ces résultats auraient dû faire l'objet d'une analyse de la part de l'exploitant pour déterminer la cause, la responsabilité éventuelle de l'installation et les mesures éventuelles à prendre.</p> <p>Observations : n°5 : L'inspection demande à l'exploitant en cas de détection d'une éventuelle dégradation de la qualité des eaux d'en faire l'analyse pour prendre les mesures éventuellement nécessaires, de consigner ces analyses et d'en informer l'inspection si nécessaire.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Suites de l'inspection du 19/12/2019 - AM RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017
Thème(s) : Risques chroniques, RSDE
Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté: "Application de l'arrêté ministériel (AM) dit « RSDE » du 24 août 2017. L'inspection a présenté les conséquences de la parution du nouvel AM RSDE à l'exploitant. L'AM du 24 août 2017 a pour objectifs de mettre un terme à la démarche RSDE en dressant un cadre commun pour l'encadrement et le suivi des émissions de substances dangereuses dans l'eau. Il a modifié 22 arrêtés ministériels existants dont celui du 30 juin 2006, applicable depuis le 9 avril 2019, uniquement aux installations de traitement de surface IED. Depuis le 1er janvier 2018, la surveillance des émissions selon les nouvelles fréquences de surveillance sont applicables. À partir du 1er janvier 2020, les nouvelles valeurs limites d'émissions seront applicables. L'inspection a donc présenté le principe d'application de l'AM du 30 juin 2006 modifié puisque le site est soumis à l'AM du 30 juin 2006. L'inspection a demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à cet AM en complétant le tableau transmis par courriel du 20 décembre 2019. Celui-ci fera l'objet de discussions et validation par l'inspection. Il est rappelé que les valeurs limites d'émissions les plus contraignantes (entre AM et AP) s'appliquent. Constats n°11 de l'inspection du 19/12/2019: L'exploitant transmettra le tableau complété sous 6 mois. "
Constats : L'exploitant n'a pas transmis le tableau demandé.
Observations : n°6: L'exploitant transmettra le tableau complété sous 6 mois. A défaut, sa prochaine campagne de mesures devra porter sur l'ensemble des paramètres visés par l'article 20 de l'AM du 30 juin 2006 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites Inspection 19/12/2019 - situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, tableau activités
Prescription contrôlée : Lors de de l'inspection du 19/12/2019, il a été constaté: "L'exploitant indique avoir un entrepôt de stockage de 3 000 m ² . Constat n°2 de l'inspection du 19/12/2019: L'exploitant vérifie que son activité de stockage ne dépasse pas les seuils de la rubrique 1510, relative aux entrepôts couverts. "
Constats : L'exploitant déclare que la surface du magasin ne dépasse pas 3 000 m ² et est donc inférieure au minimum de 5 000 m ² de la rubrique 1510. L'inspection précise qu'un entrepôt couvert est soumis à déclaration si la quantité de matières stockées est supérieure à 500 t et si le volume de l'entrepôt est supérieur ou égal à 5 000 m ³ .
Observations : n°7 : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que son activité de stockage ne dépasse pas les seuils de la rubrique 1510, relative aux entrepôts couverts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites de l'inspection du 19/12/2019 - suivi STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, suivi STEP
Prescription contrôlée : Constats n°13 de l'inspection du 19/12/2019: L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 4.3.4 de son arrêté d'autorisation prévoit qu'un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier [...].
Constats : L'inspection a pu constater la mise en place d'un registre.
Observations : n°8 : L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité d'y indiquer tous les incidents et notamment l'incident qui a eu lieu le 14/09/2021 avant le contrôle inopiné (cf point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné Eau 2021 Non conforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Prescription contrôlée : Le contrôle inopiné Eau du 14 septembre 2021 était non conforme pour la DCO, la DBO et le PH en continu. Mail d'explications de l'exploitant du 9/12/2022: "Suite au contrôle inopiné du 14 septembre 2021 et aux résultats transmis le 03 décembre 2021 par Dekra. Les non-conformités ont été traitées comme suit : Causes et actions des résultats non-conforme : Nous avons été alertés le 14 septembre à 6h par des résultats faits en interne, non conforme de la DCO à 275mg/l et un PH à 8.5. Des investigations de la cause ont été faites immédiatement, Déversement accidentel de corps gras dans la station, la pompe de déshuileur hors service explique le résultat non conforme de la DCO. Pour le PH, un décalage de d'étalonnage de la sonde est la cause de cette non-conformité. Les actions de correction ont été entreprises immédiatement, étalonnage de la sonde de PH fait le 14 septembre à 8h, et remise en état du déshuileur et de la pompe. Les résultats suivants sont de nouveaux conformes. Vous trouverez ci-joint les résultats des suivis trimestriels de la STEP effectué la société SAVOIE LABO antérieur et postérieur au contrôle inopiné du mois de septembre."
Constats : L'inspection informe l'exploitant qu'un nouveau contrôle inopiné a été demandé en 2022 par l'inspection, comme l'exploitant a pu le constater, car les résultats atteignaient plus du double des valeurs limites autorisées.
Observations : n°9 : L'inspection a pu constater que dans les rapports d'analyses trimestrielles, il n'est pas précisé si les résultats sont conformes, ce qui permettrait de conclure rapidement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté des espaces verts à l'arrière du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : Article 2.3.1 Propreté [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les espaces verts à l'arrière du site étaient parsemés de déchets (gobelets,...) Non-conformité n°5: Le site n'est pas maintenu propre en permanence, l'exploitant doit nettoyer l'ensemble de ses espaces extérieurs sous 1 mois et les maintenir propres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Clôture endommagée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2009, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'établissement
Prescription contrôlée : Article 7.2.1 de l'AP du 29/09/2009: [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la clôture était détériorée et permettait l'accès au site, au droit des travaux de viabilisation en cours à l'Est du site. Non-conformité n°6: L'établissement n'est pas efficacement clôturé, l'exploitant doit remettre en état sa clôture sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale